

CONTRAT-CADRE

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses CFF

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

I-PJ-MP-LS-T2
Avenue de la Gare 43
1003 Lausanne

(ci-après «CFF SA»)

et

Partenaire contractuel

Numéro TVA/ EIN:

Numéro IDE:

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

Expertises PAP d'ouvrages géotechniques en
Suisse romande

Informations complémentaires

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	Luce Damien / I-PJ-MP-LS-T2 / damien.luce@sbb.ch
Numéro de contrat	-----
Numéro de commande	cf. commande correspondante
Numéro de projet	Contrat-cadre C2

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat-cadre de services
Date Version Modèle:	11.10.2019
Nom du fichier:	A0 Proposition de contrat.docx

1. Objet du contrat

Prestations d'expertises pour PAP portant sur des ouvrages géotechniques dans les domaines suivants :

- Ouvrages en terre (domaine 7 de la Dir. OCI CF)
- Ouvrages de soutènement non ancrés (domaine 8 de la Dir. OCI CF)
- Ouvrages de soutènement ancrés (domaine 9 de la Dir. OCI CF)
- Sécurisation des pentes et des talus (domaine 10 de la Dir. OCI CF)
- Tunnels ferroviaires et galeries (domaine 11 de la Dir. OCI CF)
- Ouvrages de protection contre les dangers naturels (domaine 18 de la Dir. OCI CF)
- Fondations spéciales

L'entreprise ne peut pas prétendre à un volume de prestations déterminé.

Les prestations doivent être fournies par la/les personne(s) suivante(s): -----

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les Conditions générales de CFF SA relatives à l'achat de services, édition d'août 2019 (ci-après CG-D);
- c) les résultats mis à jour du date relatifs à l'offre et aux spécifications techniques et commerciales / au cahier des charges;
- d) l'offre de l'entreprise du date;
- e) l'appel d'offres de CFF SA du date, accompagné des spécifications techniques et commerciales / du cahier des charges du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent

contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Rémunération

3.1. Indemnité en fonction des dépenses effectives et plafond de coûts

Les prestations suivantes sont rémunérées en fonction des dépenses effectives avec plafonnement des coûts indiqués sur chaque commande :

- . Prestations d'expertises pour PAP portant sur des ouvrages géotechniques

Tout dépassement du plafond de coûts est à la charge de l'entreprise.

La rémunération est définie comme suit:

Montant du contrat-cadre en	CHF
Montant TVA (7.7%) en	CHF
Total T.T.C. en	CHF

Taux moyen horaire H.T en	CHF
---------------------------	-----

3.2. Renchérissement

Aucune adaptation au renchérissement n'a lieu.

4. Modalités de paiement

4.1. Facturation

Une facture est établie pour chaque commande.

Toutes les factures doivent se référer aux bases définies dans le contrat et être documentées par des relevés de prestations vérifiables. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2

du présent contrat («Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance», y compris le numéro de la commande concernée) ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures de l'entreprise doivent être établies et envoyées à l'adresse de facturation indiquée dans la commande.

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

4.2. Délai de paiement

La facturation a lieu après la réception de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

4.3. Escompte

Un escompte de -----% est déduit de chaque paiement effectué dans les délais. L'escompte s'applique à toutes les factures de l'entreprise.

5. Procédure de commande et de facturation

5.1. Procédure de commande

Avant toute commande, CFF SA exige une offre de l'entreprise du contrat-cadre. Une fois l'offre acceptée par le chef de projet des CFF, l'entreprise recevra une commande mentionnant le numéro de la commande / le numéro de l'offre de l'entreprise / le numéro du contrat cadre de référence.

La facture est établie par courrier.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA.

5.2. Traitement des commandes

L'entreprise s'engage à vérifier immédiatement les commandes reçues. En cas de divergence, elle s'adresse sans tarder à la personne de contact CFF pour les Achats figurant sur la commande.

5.3. Confirmations des commandes

L'entreprise n'émet une confirmation de commande qu'en cas de divergence par rapport à la commande. Il est nécessaire d'obtenir au préalable l'accord de la personne de contact CFF Achats.

5.4. Situations non conformes au contrat

Les prestations s'écartant de la commande sans information préalable à la personne de contact CFF Achats au moyen d'une confirmation de commande donnent automatiquement lieu à une peine conventionnelle. Cette dernière se monte à CHF 500.- par poste de commande non conforme.

Les CFF peuvent, de cas en cas et à bien plaisir, renoncer au paiement de la peine conventionnelle, sans préjudice des futures prétentions de peines conventionnelles.

5.5. Attribution d'un Bonus / Malus

Dans le but d'améliorer la qualité des rapports et du travail rendu par l'expert, les CFF ont instauré des mesures incitatives d'amélioration de la qualité.

Cela se traduit par l'attribution d'un bonus/malus pour le mandataire compris entre +5% et -5% sur le montant des heures effectivement passées sur le dossier.

Le modèle de rapport qui sera utilisé figure en annexe 1.

Le montant du bonus/malus fera l'objet d'une ligne de facture spécifique en indiquant la référence du rapport ainsi que la valeur du bonus/malus attribué à l'entreprise.

6. Délais

A chaque nouveau mandat selon date validée dans l'annexe 1 « Rapport d'évaluation du mandataire »

7. Disponibilité

L'entreprise confirme la disponibilité des personnes clés pour exécuter le contrat-cadre en fonction des demandes d'offres et des commandes transmises par CFF SA, conformément aux critères EM2 « *Nombre suffisant d'experts pour mener à bien le contrat-cadre.* » figurant dans le formulaire B2 du dossier d'appel d'offres et selon la preuve J4 « *les CFF exigent au minimum deux personnes clés différentes* » dans la partie F1 de l'offre transmise aux CFF SA par le soumissionnaire.

8. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

8.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA.

Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs.

En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

9. Durée du contrat et résiliation

9.1. Durée du contrat

La durée du présent contrat-cadre s'étend du ----- au ----- au plus tard.

Le contrat peut être résilié par CFF SA pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de six mois.

9.2. Résiliation pour justes motifs

Chacune des parties peut en tout temps résilier le contrat-cadre avec effet immédiat pour justes motifs. Est notamment considéré comme juste motif:

- l'incapacité effective ou imminente d'une partie, son insolvabilité ou l'ouverture d'une procédure de faillite à son encontre;
- le fait qu'une partie continue à ne pas remplir une obligation contractuelle essentielle alors même qu'un délai lui a été imparti à plusieurs reprises pour y remédier.

9.3. Conséquences de la fin du contrat

À la fin de sa durée ou en cas de résiliation, le contrat continue à déployer ses effets sans modification jusqu'à l'exécution des commandes/prestations effectuées auparavant. En cas d'insolvabilité manifeste du fournisseur, CFF SA se réserve le droit de se départir du contrat conformément à l'art. 83 al. 2 CO en lien avec l'art. 211 al. 2 LP.

10. Assurances

10.1. Assurance responsabilité civile d'entreprise

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance responsabilité civile d'entreprise ou professionnelle couvrant les dommages matériels et corporels ainsi que les dommages pécuniaires résultant de ces derniers pour toute la durée du contrat.

Le montant garanti s'élève à au moins CHF 5 millions par sinistre et par année civile.

11. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en 1 exemplaire/s. Les documents doivent être disponibles en français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants: .doc / .xls / .pdf

12. Conventions particulières

12.1. Changement de contrôle

L'entreprise informe CFF SA sans délai et par écrit de tout changement de contrôle imminent. Sont notamment considérés comme des changements de contrôle le transfert direct ou indirect d'au moins 50% du capital-actions ou des droits de vote de l'entreprise à un tiers, la fusion ou toute autre association de l'entreprise avec un tiers, le transfert d'actifs essentiels prévus pour le présent contrat à un tiers par l'entreprise ainsi que toute autre prise de contrôle sur l'activité de l'entreprise par un tiers. Les restructurations internes au groupe ne sont pas considérées comme un changement de contrôle au sens du présent chapitre.

En cas de changement de contrôle, CFF SA est en droit de résilier le présent contrat sans verser d'indemnités. Les parties renoncent mutuellement à la compensation du préjudice issu de la caducité du contrat.

12.2. Obligations de l'entreprise à la fin du contrat

À la fin du contrat, l'entreprise apporte son soutien pour assurer le transfert de la fourniture des prestations à CFF SA ou à un tiers avec les moyens dont elle dispose, et n'entreprend rien qui puisse compliquer ou compromettre ce transfert.

L'entreprise s'engage à fournir les prestations demandées par CFF SA pendant une durée maximale de six mois après l'expiration du contrat, aux conditions convenues dans celui-ci, et à coopérer avec le futur prestataire en vue d'éviter toute interruption dans la fourniture des prestations.

12.3. Organisation du projet

L'entreprise communique par écrit les noms et fonctions des responsables et engage ces derniers conformément à l'organisation de projet.

Après la conclusion du contrat, les personnes-clés de l'entreprise auxquelles a été confiée la responsabilité du présent projet ne peuvent être remplacées dans leur fonction que par des personnes de qualification équivalente et avec l'accord de CFF SA.

Le CFF SA peuvent se départir prématurément du contrat si les personnes-clés de l'entreprise, dont les prestations sont essentielles au projet, sont remplacées dans leur fonction sans l'accord de CFF SA. En pareil cas, l'entreprise indemnise intégralement le CFF SA.

12.4. Utilisation correcte du matériel informatique, des logiciels, d'Internet et des courriels

L'entreprise doit respecter par analogie les instructions du groupe CFF sur l'utilisation autorisée de l'Internet, des services et des programmes de courrier électronique et sur la manipulation autorisée du matériel et des logiciels informatiques ainsi que la directive y afférente.

12.5. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées:

Pour CFF SA:	Nom:	Damien Luce
	Tél.:	+41 79 800 91 74
	e-Mail:	damien.luce@sbb.ch

Pour l'entreprise:	Nom:	-----
	Tél.:	-----
	e-Mail:	-----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

12.6. Assurance Qualité

L'entreprise dispose d'un système d'assurance qualité adéquat. CFF SA est autorisée à effectuer des audits sur celui-ci.

12.7. Droit de regard

Les parties conviennent d'un droit de regard en matière de calcul des prix conformément à l'annexe correspondante.

12.8. Gestion des divergences

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci, conformément à l'annexe correspondante, avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

12.9. Devoir d'annonce et de fidélité

L'entreprise sert les intérêts de CFF SA au mieux de sa conscience et en faisant appel aux connaissances reconnues et à l'état de la technique.

L'entreprise veille à ne pas se trouver en conflit avec ses propres intérêts ou les intérêts de tiers. Elle informe immédiatement CFF SA de conflits éventuels.

13. Forme écrite

La conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

14. Droit applicable

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

15. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Lausanne.

16. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- A0 Projet de contrat
- A1 Rapport d'évaluation du mandataire
- A2 Directives pour les experts
- A3 Mandat confié à l'expert
- A4 Déclaration volontaire protection des travailleurs
- A5 Droit de regard en cas de défaut de concurrence
- A6 Gestion des divergences
- A7 Résumé Assurance responsabilité civile

17. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

18. Signatures

Pour CFF SA

Lieu et date

Lieu et date

Antoine Da Trindade
Chef PJ région Ouest

Laurent Péronnet
Chef Achats région Ouest

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction